

008636

— Comte Jean TARNOWSKI —

BIBLIOTEKA
KATEDRY
PRAWA MIĘDZYNARODOWEGO
PUBLICZNEGO
U.J.

La Menace Allemande et le Péril Russe



PRIX : UN FRANC

(DEUXIÈME EDITION)

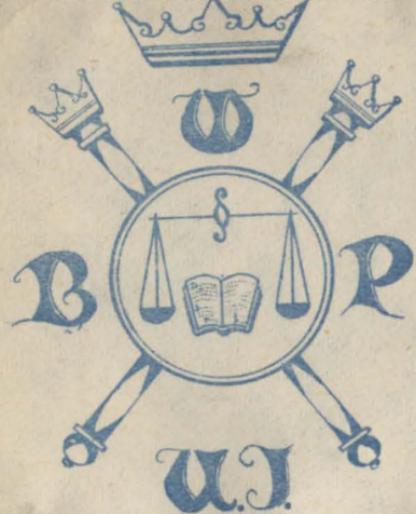


BIARRITZ

17, Rue Duler, 18, Rue Champ-Lacombe

1919

x11-1919-Tcm



XII- 1919- Term

BIBLIOTEKA
KATEDRY
PRAWA MIĘDZYNARODOWEGO
PUBLICZNEGO
U. J.

008636

— Comte Jean TARNOWSKI —

BIBLIOTEK
KATEDR
PRAWA MIĘDZYNARODOWEGO
PUBLICZNEGO
U. J.

La Menace Allemande et le Péril Russe



PRIX : UN FRANC



Wydz. Bibl. Prawnicza



1806146187

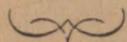
BIARRITZ

Imprimerie Moderne, 17, Rue Duler, 18, Rue Champ-Lacombe

1919

DU MÊME AUTEUR :

LA POLOGNE ET LA PAIX MONDIALE.....	0 fr. 75
LA QUESTION JUIVE EN POLOGNE.....	0 fr. 75
LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET L'ÉQUILIBRE EUROPÉEN	0 fr. 75
LA MENACE ALLEMANDE ET LE PÉRIL RUSSE.....	1 fr. »
(Première édition)	
LA MUTILATION DE LA VICTOIRE.....	0 fr. 75
LA POLITIQUE de BISMARCK et la QUESTION POLONAISE	0 fr. 75
LE TRAITÉ DE PAIX ET LA POLOGNE.....	0 fr. 75
LES DEUX MASQUES.	
LA POLOGNE REMPART DE LA CIVILISATION.	
LETTRE D'UN POLONAIS A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DE LA PAIX.	
APPEL D'UN POLONAIS.	
LA POLITIQUE RUSSE DES ALLIÉS.	
APPEL DE LA NATION POLONAISE A LA JUSTICE DIVINE.	



La Menace Allemande et le Péril Russe

La diplomatie européenne semble avoir eu, jusqu'ici, pour but d'embrouiller les choses les plus simples au point de ne pas pouvoir en sortir. Telle était devenue, pour cette raison, la question d'Orient et telle deviendra aussi, dans un temps plus ou moins proche, une nouvelle question surgissant également à l'Est et qui pourrait, si l'on n'y prend garde, mettre à feu et à sang le monde entier : c'est la **Question Moscovite**.

Le Président des Etats-Unis a dit, dans un de ses discours, que la façon dont les Alliés allaient traiter la question russe, serait la pierre de touche de leur politique envers la Société des Nations. C'est exact. Mais pour pouvoir traiter cette question, il faut connaître, avant tout, la position particulière de la Russie, vis-à-vis de l'Allemagne.

Ces deux puissances sont des alliées naturelles ; elles l'ont toujours été et le resteront toujours, quoi qu'il arrive. Elles se sont rendu de nombreux services à travers les siècles, et c'est à partir de Pierre le Grand que l'influence allemande en Russie s'est fait le plus sentir. C'est lui, le premier, qui convertit ses Etats en un foyer de germanisme. Il perça aux Russes une fenêtre sur l'Europe, mais ouvrit aux Allemands les portes de la Russie, en introduisant dans son Empire les mœurs, les coutumes, la bureaucratie et la colonisation allemandes.

Le premier rapprochement entre la Moscovie et l'Allemagne date de 1491, quand le Tsar Ivan III conclut, avec l'Empereur Frédéric de Habsbourg une alliance contre la Pologne. Cette alliance fut rompue par la mort prématurée de Frédéric, décédé en 1493.

En 1512, seconde alliance germano-moscovite, conclue par Vasili IV, fils d'Ivan III, avec Maximilien I^{er}, successeur de Frédéric de Habsbourg. Cette alliance avait pour but le partage de la Pologne et formait le premier projet, mais qui avorta, du démembrement de cette dernière, conçu d'un commun accord, par l'Allemagne et les Tsars de Moscou.

Quant à Pierre le Grand, s'alliant à Auguste de Saxe, il l'aida à conquérir le trône de Pologne, et en récompense, la Russie s'adjugea

l'Esthonie et une partie de la Livonie, conquises, à cette occasion, sur la Suède et qui auraient dû revenir à la Pologne.

En 1772, 1793 et en 1795, la Russie, alliée à la Prusse, l'aide à s'emparer de la Pologne, dont elle obtient la part du lion : 600.000 kilomètres carrés sur 800.000.

En 1807, la Russie soutient la Prusse à Eylau.

En 1813, la Prusse, alliée à la France, se tourne contre elle pendant la retraite de Moscou, pour se joindre à la Russie.

En 1814, la Russie, alliée à la Prusse, l'aide à vaincre Napoléon.

En 1815, au Congrès de Vienne, elles s'agrandissent toutes les deux aux dépens : l'une de la France, l'autre de la Pologne.

En 1870, la Russie, mettant l'Autriche en demeure de garder la neutralité pendant la guerre franco-allemande, et l'empêchant ainsi d'aller au secours de la France, facilite à la Prusse la victoire de Sedan et l'aide à reconstituer à Versailles l'Empire Germanique avec l'hégémonie prussienne.

En 1878, en récompense de cette intervention, la Russie reçoit, au Congrès de Berlin, l'autorisation de la Prusse de s'agrandir aux dépens de la Roumanie, en lui prenant la Bessarabie. C'était, pour la Russie, une manière de reconnaître l'aide que la Roumanie lui avait prêtée dans la campagne de Turquie. Sans le concours des Roumains, qui permit aux Russes de prendre Plevna, cette campagne n'eût pas réussi davantage que celles de Catherine II et de Nicolas I^{er}.

Au début du règne d'Alexandre III, la Russie, l'Allemagne et l'Autriche font revivre la Sainte-Alliance, sous le nom d'Alliance des Trois Empereurs.

A la fin de ce règne, la Russie rompt officiellement avec l'Allemagne, pour se rapprocher de la France. C'est l'Entente Cordiale, convertie, sous le règne de Nicolas II, en alliance franco-russe. Cette alliance ne met aucune entrave au règne des Allemands en Russie : ils y restent indirectement les maîtres. Exemple : le comte Chouvalov, ami personnel de l'Empereur Guillaume, devient général-gouverneur de Varsovie et, sous ses yeux, se poursuit avec intensité une colonisation allemande systématique en Pologne, à la frontière ouest de l'Empire des Tsars. Les abords de toutes les places fortes russes de l'Ouest furent ainsi, au su du général-gouverneur de Varsovie, colonisées par les Allemands.

*
*
*

Le rapprochement entre la France et la Russie, leur fut dicté par les raisons suivantes :

Après sa défaite de 1870, la France se trouvait non seulement diminuée d'une partie de son territoire (l'Alsace-Lorraine), mais

complètement isolée. Sa politique coloniale, inspirée par Bismarck et entreprise dans le but de remplacer par des acquisitions extra-européennes ses deux provinces perdues, l'éloignait de son alliée naturelle l'Angleterre, la plus grande puissance coloniale du monde, très ombrageuse sur ce point et jalouse de ses intérêts. Et c'est dans l'intention de lui attirer l'hostilité anglaise que le Chancelier de Fer avait engagé la France dans cette voie coloniale, ce qui détournait en même temps son attention de la ligne des Vosges.

D'autre part, pour des raisons qui nous échappent, la France ne faisait aucun effort pour se rapprocher de ses sœurs latines : l'Espagne et l'Italie.

Quant à la Russie, elle avait un besoin urgent de renouveler son armement. Le fusil « Berdan », en usage dans l'armée russe, s'était vu déclasser par le fusil allemand « Mauser » et les fusils français « Gras » et « Lebel », qui lui étaient supérieurs. La Russie manquait aussi d'argent. Elle tenait donc à faire sa commande au prix le plus avantageux, et aurait voulu faire acquitter sa facture par ses fournisseurs eux-mêmes, et obtenir d'eux encore le prêt de sommes importantes, sans indiquer leur destination.

La France donna à la Russie l'occasion d'atteindre son but en lui fournissant des armes de qualité supérieure (le fusil Lebel), à des conditions exceptionnelles : elle les lui livrait gratis et sans frais, se couvrant elle-même, au moyen d'emprunts consentis jusqu'à concurrence de 18 milliards, sur l'emploi desquels elle ne demandait pas d'explication.

Les Allemands et les Anglais auraient fourni des armes à la Russie, mais ils n'entendaient pas le faire dans les mêmes conditions. C'est pourquoi la Russie s'adressa à la France. D'ailleurs, ces deux puissances semblaient devoir trouver un intérêt commun dans cette opération : le soldat russe obtenait un excellent armement, qui ne lui coûtait rien, et le rentier français, un placement qu'il croyait sûr et au taux très apprécié de 5 %.

Ainsi, la France croyait avoir conclu, par son alliance avec la Russie, un accord doublement avantageux : au point de vue stratégique et financier. Elle croyait s'être acquis le concours militaire d'une puissance formidable de 180 millions d'habitants, au moyen d'un placement à toute épreuve, garanti par hypothèque sur des biens d'une étendue de 21.600.000 kilomètres carrés, et qui devait rapporter un intérêt élevé. Nous allons voir que ce calcul et ces espérances étaient imaginaires.

L'intérêt nominal des valeurs russes était fictif pour un Français détenteur de ces titres. Il n'était réel que pour des étrangers.

Le rentier français possesseur de fonds russes avait, sans qu'il le sache, son coupon grevé d'un impôt qu'il payait à la Russie, et que devait supporter avec lui, comme conséquence de cet emprunt,

tout citoyen français, qu'il soit ou non porteur de ces fonds. Cet impôt était représenté par les sommes que désormais la France devait dépenser, chaque année, pour soutenir le crédit de son Alliée, dans le but de ne pas laisser tomber la valeur des titres d'un emprunt qu'elle lui avait si largement consenti. La baisse subite des valeurs russes eût ruiné l'épargne française.

Ces sommes, destinées à stabiliser le cours du rouble, descendu de 4 francs (valeur nominale), à 2 fr. 65, et qui augmentaient de leur chiffre le budget annuel de la France, formaient, en vue de l'aide militaire qu'elle en attendait, une redevance reconnue bénévolement à sa grande alliée. Cette redevance constituait ainsi une espèce de tribut, dans le genre de celui, qu'au Moyen-Age, les vassaux payaient à leur suzerain, pour la protection qu'il devait leur accorder.

Ce fait explique l'attitude étrange adoptée ces avant-derniers temps par l'ambassadeur de Russie à Paris qui se posait en représentant d'un suzerain, attitude paraissant extraordinaire à bien des gens.

*
**

Au point de vue stratégique, la valeur de son alliance avec la Russie a été non moins illusoire pour la France. Elle s'en est aperçue dans cette campagne, où le concours des armes russes ne l'a pas garantie des horreurs de l'invasion. Sans l'intervention d'autres alliés, elle eût succombé dans une lutte inégale, en dépit de son héroïsme.

Dans cette guerre, la Russie n'a jamais sincèrement combattu l'Allemagne, mais l'Autriche qui lui était un obstacle à sa politique dans les Balkans. Elle n'a jamais trahi l'envie de diminuer la Prusse : elle n'a jamais eu l'intention d'en détacher les provinces polonaises. Des Français clairvoyants en étaient persuadés et des hommes d'Etat russes, alors au pouvoir, entre autres, Gorémkyne, ne le cachaient pas aux Polonais. La Russie, au contraire, était prête à augmenter la Prusse, en lui cédant une partie de la Pologne appelée « Royaume du Congrès » ou Pologne dite Russe, tandis qu'elle voulait affaiblir l'Autriche, en lui enlevant la Galicie et la Bukovine. Le fameux scandale de Galicie, qui fut une insulte pour l'Entente par la conduite ignominieuse des autorités russes à l'égard des Polonais et des Ruthènes, a dévoilé les vrais desseins de la Russie et a démontré ce qu'elle voulait faire de ces provinces.

Les autorités russes se comportèrent, en Galicie, comme les Allemands en Belgique.

Lors de l'occupation russe de la Galicie, le gouvernement autonome polonais y fut aboli, de même que la langue polonaise et la langue ruthène. A leur place furent introduites : une administration,

une magistrature, une police (Okrana) et des écoles russes. Les inscriptions en langues polonaise et ruthène furent, dans les villes, remplacées par des inscriptions en langue russe.

L'archevêque de Léopol, trois évêques et environ trois cents prêtres catholiques furent enlevés à leurs ouailles et exilés en Russie par les autorités russes. L'archevêque fut mis en prison, un des évêques mourut en route.

L'archevêché, les évêchés et les paroisses du clergé déporté furent livrés aux popes russes. On en nomma même pour la partie de la Galicie qui n'était pas occupée. Entre autre, un pope russe fut nommé au siège épiscopal de Cracovie.

Les Russes prirent, en Galicie, parmi la population polonaise et ruthène, des otages, comme les Allemands l'avaient fait en Belgique. Ils se livrèrent, comme eux, au pillage, et massacrèrent des milliers de paisibles habitants. Ils en déportèrent en Russie et en Sibérie des centaines de mille : hommes, vieillards, femmes et enfants, dont la moitié mourut en route de faim et de fatigue.

Les troupes russes, en se retirant, dévastèrent les contrées qu'elles évacuaient, exactement comme les Allemands le firent dans le Nord de la France. Et cela fut fait non seulement par les troupes impériales... Lors de la retraite qui suivit l'avance de Broussilov, un régiment de lanciers polonais, de la brigade polonaise appartenant à l'armée de Kronilov, le fameux régiment de Krechovce, après avoir, dans cette bataille livrée aux portes de la ville de Stanislavov, repoussé victorieusement, dans une charge six fois répétée, les troupes du prince héritier de Bavière, dut, la septième fois, charger l'infanterie moscovite qui, au lieu de faire face à l'ennemi, pillait et massacrait les habitants de Stanislavov, juifs et chrétiens.

Ce fait est caractéristique, il dépeint exactement la situation. Nous y voyons des Polonais, pendant qu'ils repoussaient l'invasion allemande, pris à revers par des Russes et obligés de se défendre contre leur férocité.

Enfin, le Tsar, à son arrivée à Léopol, déclara la Galicie, territoire essentiellement russe, moscovite, et revenant à la Mère-Patrie, ce qui était, au point de vue historique, une affirmation contraire à la vérité. La Galicie n'a jamais appartenu à la Russie.

La Galicie orientale forme une partie de l'ancien Grand-Duché de Halitch, qui était bien antérieur à celui de Moscou, berceau de la Russie contemporaine. Une partie du Grand-Duché de Halitch, le Duché de Przemyśl, se réunit spontanément à la Pologne, en 1213, pour ne plus jamais s'en séparer. Quant au reste de cet Etat, il échut en héritage au roi de Pologne Casimir-le-Grand, le dernier de la dynastie des Piast, qui le réunit à la couronne de Pologne. Cette union fut confirmée à Léopol (Lemberg), en 1340, par une Assem-

blée Nationale mixte, convoquée à la demande expresse des Polonais qui ne voulaient pas consentir autrement à cette union.

Dans un mémoire qui a fait tant de bruit, le mémoire du prince Lichnowsky, dernier ambassadeur d'Allemagne à Londres, nous voyons la preuve que la Russie était prête, avant la guerre, à un accord avec l'Allemagne, à condition qu'elle lui sacrifîât l'Autriche. Cette preuve se trouve page 38 de l'édition anglaise, dans la phrase suivante :

« Lâchez l'Autriche, et nous lâchons les Français ! » disait M. Sazonov à l'Allemagne, en Juillet 1914.

Cette phrase est une révélation. Elle explique toute la politique russe d'avant et durant la guerre, et la présente sous son vrai jour. Elle confirme l'opinion, déjà répandue, que l'Entente Cordiale et l'Alliance Franco-Russes n'étaient qu'un piège tendu adroitement à la France, pour l'amener, tôt ou tard, au moyen de combinaisons savantes, sous le joug allemand, en commençant par l'assujettir à la Russie. Par cette Entente et par cette Alliance, la France croyait se défendre contre l'Allemagne, et elle se mettait à sa discrétion.

Dès son Entente avec l'Empire Moscovite, la France vit s'ajouter pour elle, à la menace d'une attaque ennemie, la crainte incessante d'une défection alliée. Elle se trouvait dans la position d'un homme trop confiant et généreux, qui aurait mis imprudemment une partie de sa fortune, la défense de son foyer et tout son avenir entre des mains peu scrupuleuses.

A partir de l'accord franco-russe, commence en Russie une évolution, dont le sens significatif ne pouvait échapper à qui ne se refuse pas, de parti-pris, à l'évidence.

1. — L'autonomie accordée à la Finlande, par Alexandre I^{er}, sur les conseils de Napoléon, et qu'avait respectée le plus autocrate des Tsars Nicolas I^{er}, lui fut brutalement retirée, pendant le règne d'Alexandre III et de Nicolas II, sous le couvert de l'Alliance Franco-Russe.

2. — Les libertés accordées par la Pologne, en 1561 et en 1565, aux provinces baltiques : Livonie, Courlande et ville de Riga, et respectées par Catherine II et ses successeurs, furent également, sous le règne d'Alexandre III et de Nicolas II, retirées à ces provinces.

3. — En 1913, à l'abri de l'Alliance Franco-Russe, la Russie viola le traité de Vienne, en détachant du Royaume de Pologne, créé par ce traité, une partie des gouvernements de Siedlce et de Lublin, pour en constituer le gouvernement de Chelm, qui devait être rattaché à l'Empire.

Tout cela, en contradiction formelle du droit des gens et des lois internationales, formait un précédent au chiffon de papier de 1914.

D'autre part, en violation de son alliance avec la France, à l'abri même de cette alliance, un travail dirigé directement contre elle, s'accomplissait chez son alliée. La Russie favorisait la colonisation allemande dans la partie occidentale de sa province polonaise nommée « Royaume du Congrès » ou Pologne dite Russe, qu'elle était prête à céder à l'Allemagne. Sa condescendance allait jusqu'à tolérer à Lodz — Manchester polonais — le recrutement et l'exercice de troupes allemandes, que représentaient des détachements de gymnastes armés et portant uniforme allemand, tandis qu'elle russifiait impitoyablement tout ce qu'elle voulait garder des territoires de l'ancienne République de Pologne, jusqu'à la ligne du « Bug » et du « Wieprz ».

Ainsi, sous les auspices de l'Alliance Franco-Russe, une œuvre s'accomplissait, qui poursuivait la destruction complète de l'élément polonais, le seul capable de se dresser en obstacle, au profit de la France et en défense de ses intérêts, entre l'Allemagne et la Russie.

*
**

Nous avons dit que la politique coloniale de la France, après la défaite de 1870, lui avait été inspirée par Bismarck, dans l'intention de la voir se heurter à la Grande-Bretagne. Pour les mêmes raisons, après la conclusion de l'Alliance Franco-Russe, Guillaume II poussait la Russie vers l'Extrême-Orient, afin qu'elle s'y heurtât au Japon, allié de l'Angleterre. Cette manœuvre devait, en même temps, détourner l'attention de la Russie de sa frontière de l'Ouest, pour lui en faire négliger la défense.

Au lieu d'employer l'argent emprunté à la France à la fortification de sa frontière occidentale, déplorable au point de vue stratégique, par la hernie colossale que formait son territoire polonais, la Russie évitait soigneusement de construire dans ces parages des voies ferrées, bien que cela fut de la plus haute importance au point de vue économique et à celui de stratégie défensive.

En revanche, avec l'argent français, la Russie construisait en Extrême-Orient des lignes stratégiques offensives, de valeur économique discutable et devant se montrer néfastes au point de vue politique. C'est à la construction du Transsibérien que l'on doit la guerre russo-japonaise, dans laquelle la Russie perdit plus de 300.000 hommes, toute sa flotte, une partie de son territoire (la moitié de l'île de Sachaline), ses concessions en Chine (la Mandchourie), toute sa mise de fonds dans la fortification des côtes du Pacifique, et enfin tout son prestige qui faisait du Tsar, avant la guerre avec le Japon, l'arbitre incontesté de l'Europe. La Russie ne retira

de cette entreprise, en fait de gain, que la Révolution de 1905, prélude des événements tragiques, qui se déroulent actuellement sous nos yeux.

Voilà la première conséquence de l'accord franco-russe, qui livrait sournoisement la France à l'Allemagne. Pour avoir consenti à la Russie des sommes aussi importantes, sans conditions, la France diminuait ses propres forces défensives en fournissant à son alliée les moyens de s'affaiblir par la guerre avec le Japon, qui n'eût pas eu lieu, si l'argent français n'avait permis la construction du Transsibérien.

*
* *

Pendant la guerre russo-japonaise, l'Alliance Franco-Russe mit la France à deux doigts d'un conflit armé avec la Grande-Bretagne. La flotte de la Baltique, en route pour Tsoushima, ouvrit le feu, par une méprise inexplicable, sur des pêcheurs anglais au Dogger Bank. Cela servait trop bien les intérêts allemands pour pouvoir être l'effet d'un simple accident... A ce moment, l'opinion publique, en Russie, était très montée contre les Anglais, à cause de leur alliance avec le Japon. Sans aucune raison, les Russes accusaient ouvertement la Grande-Bretagne d'abriter chez elle des vaisseaux de guerre japonais, faisant le guet dans la mer du Nord, à l'affût de l'Armada Moscovite qui allait à la conquête des îles Nipponnes. Ils prétendaient, sérieusement, qu'au Dogger Bank, parmi les pêcheurs anglais, se trouvaient des torpilleurs japonais, déguisés en bateaux de pêche, et c'est cela, disaient-ils, qui les avait décidés à tirer sur les embarcations anglaises, dont la complicité, dans ce « guet-apens », était pour eux flagrante.

Cet incident, qui couvrait de ridicule son Alliée, faillit coûter cher à la France. Les Russes, malgré leurs difficultés avec le Japon, n'hésitaient pas à menacer l'Angleterre, d'envoyer une armée à la frontière des Indes, s'ils n'obtenaient d'elle satisfaction, pour lui avoir massacré d'innocents pêcheurs. En cas de rupture, la France n'avait pas le choix : il lui fallait ou bien compromettre ses créances en Russie, en abandonnant son Alliée, ou perdre ses colonies dans une guerre insensée aux côtés de la Russie contre l'Angleterre, guerre n'ayant aucune chance de succès. Pour sauver ses possessions coloniales, au cas d'en venir aux mains, il ne restait à la France que de faire appel aux bons offices de l'Allemagne, occasion attendue par celle-ci avec impatience.

Voilà qui nous fait penser que l'affaire du Dogger Bank, n'était pas uniquement l'effet du hasard ; opinion confirmée par le fait que si la France avait alors abandonné la Russie, l'Allemagne prenant fait et cause pour cette dernière, aurait certainement déclaré la guerre à la France, isolée et en pleine crise de désorganisation.

L'affaire du Dogger Bank tombait en plein dans la période dont nous parlerons plus bas, et qui répondait à celle, environ, des ministères : Combes, André et Pelletan.

Heureusement pour la France, le sang-froid britannique prit le dessus et la sauva d'une impasse, dans laquelle son sort et celui de la Grande-Bretagne se trouvaient également menacés.

*
**

Ici se dessine un plan de grande envergure, qui devait livrer à l'Allemagne et à la Russie la maîtrise du monde. D'après ce plan, l'influence mondiale de ces deux puissances allait se répartir ainsi :

Après avoir reculé sa frontière ouest dans le Nord, vers la ligne du « Bug » et du « Wieprz » au profit de l'Allemagne, et l'avoir avancée dans le Sud, aux dépens de l'Autriche, à la ligne des Carpathes, la Russie aurait obtenu carte blanche pour son expansion en Asie, sauf dans les Indes et sur la route qui y mène par Bagdad. Cette partie du continent asiatique devait être réservée à l'Allemagne. Elle lui était nécessaire pour s'assurer des communications, libres de tout contrôle, avec l'Océanie et les côtes orientales de l'Afrique : ces deux continents entraient en entier dans la sphère de l'influence allemande.

A l'exécution de ce projet, s'opposait en premier lieu la puissance britannique. Il fallait donc l'abattre. Et pour y arriver, il était indispensable de s'assurer de la France par tous les moyens, dont les principaux :

1. — La ruse, dans le domaine de laquelle entraient les avances et les coquetteries adressées à la France par l'Empereur Guillaume.

2. — L'intimidation et la menace, telles que : le voyage à Tanger, le coup d'Agadir, les discours impériaux sur la poudre sèche, l'épée bien aiguisée, l'armure étincelante, etc...

3. — Les influences occultes chargées de semer à l'intérieur la division par la discorde (Ministère Combes), et de réduire la valeur de la défense nationale, par la désorganisation des forces de terre et de mer (Ministères André et Pelletan).

4. — La force brutale : attaque de 1914.

*
**

« Lâchez l'Autriche et nous lâchons les Français ! », disait, comme nous l'avons vu, le Ministre des Affaires Etrangères de Russie (Sazonov) aux Allemands, en Juillet 1914, et l'ambassadeur de France à Berlin, qui ignorait ce détail, disait à M. de Jagov : « Vous n'avez pas besoin de suivre l'Autriche partout ». (Mémoire du Prince Lichnowsky, édition anglaise, p. 38.)

Or, l'Allemagne devait suivre l'Autriche partout et ne pouvait la « lâcher », même en se voyant livrer la France par la Russie. C'est là qu'il faut chercher la vraie raison, pour laquelle la guerre n'a pas pu être évitée. Lâcher l'Autriche était une condition inacceptable pour l'Allemagne, qui en avait besoin, autant que de la France, pour la réalisation de ses projets mondiaux. Il lui fallait, pour y arriver, les asservir toutes les deux. Au moyen de la France, l'Allemagne obtenait l'accès aux côtes de la Manche, de l'Atlantique et de la Méditerranée, ainsi que la possession de la majeure partie du littoral nord-africain, ce qui lui assurait la route maritime des Indes. Au moyen de l'Autriche, elle s'en assurait la route continentale, par le contact direct avec la Turquie. Sacrifier l'Autriche à la Russie, c'eût été lui sacrifier les Indes.

L'Allemagne ne pouvait céder à la Russie, en ce qui concerne les territoires autrichiens, que la Galicie orientale. Et si les Russes s'étaient contentés d'occuper le versant nord des Carpathes, ils eussent évité la débâcle. Ce n'est qu'au moment où, ayant franchi ces montagnes, les armées du Tsar s'apprêtaient à envahir la Hongrie, que l'Allemagne se décida à intervenir. Devant cette menace directe, elle n'hésita pas à dégarnir son front d'Occident pour refouler les troupes moscovites de la Galicie, et les rejetant à l'Est, au-delà du « Bug », les ramener dans les limites convenues. Pour mieux rappeler à la Russie les clauses de leur accord, l'Allemagne proclama, le 5 Novembre 1916, la création d'un royaume de Pologne, dans le cadre de celui du Congrès de Vienne, et qui devait former une partie de l'Empire allemand.

*
**

Dès lors commence, pour les Alliés de la Russie, la menace incessante de sa défection. La Russie s'était réservé, dans le pacte de Londres, le droit de conclure avec l'Allemagne une paix séparée, en cas de troubles intérieurs graves. Or, après la débâcle des troupes russes dans les Carpathes, débâcle due non seulement à l'incurie des autorités impériales, mais à la mauvaise foi de certains de ses fonctionnaires, des troubles graves pouvaient facilement éclater dans tout l'Empire, où le mécontentement était général. Le moment était donc venu pour entreprendre avec l'Allemagne des négociations sérieuses, dont le terrain était préparé d'avance. Il l'était, entre autre, par la note du 11 Mars 1916, dans laquelle le ministre des Affaires Etrangères de Pétrograd (Sazonov) donnait l'ordre à l'ambassadeur de Russie à Paris (Iswolsky) d'exiger catégoriquement de la France et de la Grande-Bretagne la radiation de la question polonaise du nombre des questions internationales. Les Alliés n'ayant pas voulu consentir à cette radiation, l'ambassadeur tourna

la difficulté en demandant la reconnaissance à la Russie du droit d'établir elle-même sa frontière occidentale. Ce qui semblait juste et inoffensif.

Les Alliés, sans voir le piège, accédèrent à cette demande, et l'ambassadeur de Russie à Paris put annoncer, le 16 Mars 1917, à son gouvernement, que son désir concernant la question polonaise avait été exaucé. En effet, reconnaître à la Russie le droit d'établir elle-même sa frontière occidentale était, par le fait, rayer la question polonaise du rang des questions internationales. Cela équivalait à reconnaître cette question comme n'intéressant que la Russie, la Prusse et l'Autriche. Cela équivalait aussi à reconnaître comme telle la question roumaine. C'était donner son consentement à l'accord entre ces trois puissances, aux dépens de la Pologne et de la Roumanie.

Pendant les démarches de son ambassadeur, la Russie était entrée en pourparlers avec l'Allemagne, dans le but d'obtenir une partie des territoires roumains, devant lui compenser la perte de la Galicie orientale, que l'Allemagne ne voulait pas lui rendre. A la suite de ces pourparlers, l'Allemagne et la Russie tombèrent d'accord pour se partager la Roumanie. La Russie devait recevoir une partie de la Moldavie limitrophe de la Bessarabie et qui s'étendait jusqu'au Sereth. C'est à la ligne du Sereth que les troupes allemandes s'arrêtèrent spontanément, lors de l'invasion de la Roumanie, et que l'état-major allemand déclara son rôle terminé, le reste du territoire roumain devant revenir à la Russie. On croyait à un bluff allemand. Aujourd'hui on sait que c'était la vérité. On connaît la raison de la défaite roumaine. C'est la Russie qui en était la cause, en ne faisant rien pour la prévenir. Elle y avait trop d'intérêt... La preuve se trouve dans les notes secrètes dévoilées par les Bolcheviks : le seul service qu'ils aient rendu à l'Humanité !

*
* *

On sait également, par les mêmes documents, que pendant une croisière de Guillaume II dans le golfe de Finlande, un traité secret fut signé entre lui et l'Empereur Nicolas. Ce traité avait pour but d'éloigner la France de l'Angleterre et de la rapprocher de l'Allemagne, par l'entremise de la Russie, en vue de l'entraîner à une Alliance Franco-Germano-Russe, dirigée contre la Grande-Bretagne.

Il faut savoir qu'à la suite de l'affaire du Dogger Bank, l'Angleterre, qui avait à sa tête un homme d'Etat d'un esprit très-fin, Edouard VII, comprit le danger qui pouvait la menacer de la part d'une conspiration germano-russe, et pour s'en garantir, elle sortit de l'isolement qu'elle avait jalousement gardé jusqu'ici et se rapprocha de la France. Ainsi, les canons russes tirant sur des pêcheurs

anglais, au Dogger Bank, rompirent la glace entre la France et l'Angleterre. C'est cette affaire qui fit naître, à la grande déception de l'Allemagne, l'Entente Cordiale franco-britannique, et c'est en vue de la rupture de cette Entente, qu'avait été conclu le traité secret germano-russe du golfe de Finlande. Nous savons qu'il n'y réussit pas. En revanche, l'accord anglo-français fut suivi de près de l'accord anglo-russe.

Il est impossible que l'Allemagne ait ignoré la raison qui avait dicté à l'Angleterre ce double mouvement. Aussi, il est difficile d'admettre qu'elle ait pu conserver quelque doute sur l'intervention anglaise, en cas de conflit, dans le genre de celui dont nous venons d'être les témoins. C'est certainement la conviction que l'Angleterre interviendrait dans tous les cas, qui a dû décider l'Allemagne à violer la neutralité belge. Elle se savait devinée, elle savait son plan déjoué, et c'est cela qui explique la rage des Allemands dans cette guerre contre la Grande-Bretagne.

Si l'Allemagne se décida quand même à entreprendre cette campagne, c'est qu'elle devait être bien sûre de la complicité russe. S'est-elle trompée à ce sujet ? Dans tous les cas, on peut affirmer qu'elle s'est trompée sur la résistance française. C'est à cette résistance surhumaine, inattendue pour l'Allemagne, que la France doit son salut. Et c'est à elle, que l'Angleterre doit en partie le sien. C'est à l'abri des poitrines françaises, que la Grande-Bretagne put créer sa brillante armée et son formidable armement. C'est le troupier français qui, par son héroïsme, a sauvé le monde de l'emprise germano-russe. C'est lui qui racheta, au prix de son sang, toutes les fautes d'une politique aveugle, manquant de clarté et de prévision.

*
* *

Dans l'attente du consentement des Alliés à la demande de la Russie, formulée par son ambassadeur à Paris, et dont nous avons déjà parlé, le Ministre de l'Intérieur Protopopov avait confisqué la farine, dans l'intention de provoquer des troubles parmi la population ouvrière de Pétrograd. La capitale de la Russie voyait apparaître devant elle le spectre de la faim, dont l'effet ne tarda pas à se faire sentir. La rue s'emplit bientôt d'une foule de gens affamés et l'émeute, grondant de partout, commença à lever la tête.

On était en règle avec le pacte de Londres : les troubles graves qu'il prévoyait pour la conclusion d'une paix séparée avec l'Allemagne venaient d'éclater. Mais avant de la signer, on tenait à avoir encore en mains l'autorisation des Alliés reconnaissant à la Russie le droit d'établir elle-même sa frontière occidentale. La Russie aurait cédé à l'Allemagne le Royaume de Pologne (Royaume du Congrès ou Pologne dite Russe), à l'exception du gouvernement

de Chelm, en échange des territoires roumains allant jusqu'au Sereth et d'une partie de la Galicie orientale, celle que les troupes russes avaient réussi à conserver encore : le district de Tarnopol.

L'autorisation à cet accord, renfermée dans la note de l'ambassadeur de Russie à Paris, datée du 16 Mars 1917, arriva trop tard. Le lendemain, la Révolution prenait le dessus, les autorités impériales étaient renversées et l'Empereur signait son abdication. La note de l'ambassadeur de Russie à Paris alla aux archives secrètes attendre sa publication par le gouvernement « bolchevick », auquel elle servit dans la suite de base et d'excuse, pour son traité de Brest-Litewski. La Russie révolutionnaire appliquait dans ce traité le droit que lui conférait cette note et qui ne se rapportait pas au gouvernement du Tsar, mais à la Russie, quel que soit son gouvernement.

Et ainsi, à l'exemple du traité de Bâle qui, en coïncidant avec le dernier partage de la Pologne (1795) et la sacrifiant à la Prusse, préparait à la France la défection prussienne pendant la retraite de Moscou, suivie de Waterloo et ensuite de Sedan, la note du 16 Mars 1917, autorisant un nouveau partage de la Pologne, préparait à la France la défection de la Russie (traité de Brest-Litewski) et la victoire des Bolchevicks.

Sedan coûta à la France 5 milliards et deux provinces perdues ; la victoire des Bolchevicks peut lui coûter davantage. Outre les 18 milliards, chiffres des créances françaises en Russie, et que la France devra perdre en grande partie par suite de la dévastation des contrées qui en forment le gage, elle peut voir dans un prochain avenir son existence exposée à un réel danger. La victoire des Bolchevicks pourrait lui être un nouveau Waterloo, si les théories bolchevistes, rompant la digue dont nous allons parler plus bas, allaient se répandre partout ; un Waterloo, où en remplacement de Grouchy, une diplomatie l'égalant dans ses faits et gestes en vivacité et en esprit d'à-propos, serait bien capable de fournir à un nouveau Blücher l'occasion et le moyen d'arriver à temps.

*
* *

Pour mieux comprendre la situation créée en Russie par le changement de régime qui remplaçait le gouvernement du Tsar par un gouvernement révolutionnaire, retraçons-nous en pensée les principaux événements qui accompagnèrent et suivirent de près la chute du régime impérial.

L'Empereur Nicolas, souverain absolu dans son Empire, fit, en tombant, acte d'autorité. Sommé par les délégués de la Douma en révolte de se démettre de sa couronne en faveur de son fils, encore mineur, et auquel l'Assemblée Nationale insurgée entendait imposer un régent de son choix, le Tsar passa la main, si l'on peut s'expri-

mer ainsi, à son frère Michel. Celui-ci n'avait légalement droit au trône qu'après la mort de son neveu, si ce dernier mourait sans héritiers. L'acte d'abdication tel que le rédigea Nicolas II était donc un passe-droit, en contradiction formelle avec les lois d'hérédité qui réglaient en Russie la succession au trône.

Cet acte fut en somme le seul, premier et dernier acte vraiment énergique qu'accomplit dans sa vie, le jour de sa chute, ce malheureux prince, à esprit doux, mais vacillant : défaut capital pour un souverain, surtout pour un souverain absolu et qui fut la cause de sa ruine. Et tel est enraciné dans l'âme russe, le respect de la force arbitraire, attribut de l'autocratie, que l'on voit, dans cet exemple, des insurgés tenir en leur pouvoir leur souverain déchu, abandonné de tous, et se soumettre, sans murmurer, à sa volonté impériale.

Ce fait n'est pas isolé dans l'histoire de Russie ; il a des précédents, comme celui de la fameuse conspiration des Dékabristes contre Nicolas I^{er}. Cette conspiration avait pour elle une grande partie de l'armée et échoua piteusement sur un geste énergique du Tsar. Les régiments révoltés, sur le point de s'emparer de lui, fascinés par son prestige et domptés par la crânerie dont il fit preuve leur faisant face, en tapant du pied, tombèrent à genoux devant Nicolas I^{er} et se laissèrent mitrailler sans se défendre par un régiment de la garde qui n'hésita pas, sur l'ordre de l'Empereur, à fusiller des camarades auxquels, comme tous les effectifs de la garde, il était affilié dans cette révolte.

Et ainsi, par son courage et par sa présence d'esprit, Nicolas I^{er} sauva sa vie et son trône, que lui affirmèrent ceux-là mêmes qui étaient décidés à le renverser.

Nous trouvons dans l'histoire de Russie, sous le règne d'Ivan IV le Terrible, un autre exemple, non moins caractéristique et plus frappant encore du prestige que la force brutale a toujours eu dans ce pays... Ce monarque sanguinaire, fatigué des meurtres innombrables qu'il avait sur la conscience, s'était retiré dans la solitude, les uns disent pour s'adonner au repentir, les autres, pour prendre un peu de repos. Ses fidèles sujets ne lui en laissèrent pas le temps. A peine était-il parti, que les Boyards Moscovites, désemparés, le relancèrent dans sa retraite pour le supplier de revenir les gouverner comme il l'entendait. Ils préféraient ses atrocités à son abandon.

Si nous rappelons ces souvenirs, c'est pour démontrer qu'en Russie la poigne et l'allure seules comptent : ni la persuasion, ni l'invocation des principes démocratiques n'obtiendraient les mêmes résultats. La manière forte a toujours réussi à tous les Tsars, sauf à Nicolas II qui ne semblait pas fait pour s'en servir. Elle réussira toujours, en Russie, à celui qui montrerait de la décision, sans y joindre trop de scrupules.

Jamais, avant Nicolas II, l'émeute n'eut raison d'un Tsar. Tous ses prédécesseurs qui périrent de mort violente furent victimes d'un attentat ou d'une révolution de palais.

L'émeute a toujours été domptée, en Russie, au moyen d'un instrument très simple, particulier à ce pays et introduit par les Tartares, c'est le « Kanczug » (Kantchougue) ou la « Nagaïka ». Cet instrument rudimentaire dispersait la foule, quel que soit son nombre, sans faire de morts ni répandre de sang. Seulement, demandant à l'emploi un violent effort, il exigeait un stimulant : la « vodka ». Sous son effet, une « sotnia » de Cosaques suffisait généralement pour rétablir l'ordre dans la rue, s'il venait à y être troublé.

On peut dire sans exagération que c'est l'absence de la « vodka » qui permit à la Révolution de 1917 de prendre les dimensions qui lui firent renverser le trône impérial. Par l'oucase abolissant l'usage de l'alcool, l'Empereur Nicolas II proclamait lui-même sa déchéance et celle de son Empire. En effet, l'Empire des Tsars avait pour base fondamentale de sa puissance le pouvoir autocratique, et le pilier de l'autocratie russe, c'était la « vodka ». Elle était son vrai soutien, étant sa meilleure arme de défense et la source principale de ses revenus. En Russie, l'impôt sur l'alcool était le plus important de tous.

En dehors de la « vodka », il y avait encore en Russie, pour agir sur l'esprit des foules, deux moyens simples et également efficaces : la promesse du partage des terres et l'excitation au pillage et au massacre des juifs.

Pour gagner à leur cause la foule des « Moujiks », les hommes actuellement au pouvoir en Russie leur permirent de s'emparer des terres, et pour se garantir du pillage et des massacres devant forcément accompagner la spoliation des propriétés foncières dans les campagnes et la suivre dans les villes, les juifs se rangèrent délibérément du côté des spoliateurs. Ils firent mieux, ils se mirent à leur tête. Tous les chefs Bolchevicks les plus importants sont des israélites. Et ainsi, l'on voit aujourd'hui se produire en Russie le phénomène suivant : les Pogroms de juifs remplacés par des Pogroms de chrétiens.

Ces massacres ont encore cela de particulier, qu'ils s'accomplissent au nom des principes humanitaires dictant l'amour et la fraternité des peuples. Cela peut sembler paradoxal à celui qui connaît incomplètement la Russie, mais n'a rien de surprenant pour qui sait quel terrain propice elle offre au développement des théories les plus bizarres, joignant à des doctrines chrétiennes celles de la pire sauvagerie. Exemple : la fameuse secte russe des « Skoptsy ». Par amour du prochain, les adeptes de cette secte se mutilent les uns

les autres, de façon à entraver la reproduction de la race humaine. Ils partent du principe assez logique : d'interdire l'accès à la vie à celui auquel, par sentiment d'humanité, on veut en épargner les misères ! Mieux vaut prévenir que guérir.

Les Bolchevicks vont plus loin. Ils délivrent de l'existence ceux qui ont eu la malchance de venir au monde, et pour leur faciliter son abandon, ils les libèrent des biens terrestres qui attachent l'homme à la vie. Et ainsi, les mettant à mort après les avoir dépouillés, ils les sauvent de l'indigence. Peut-on être plus miséricordieux ?

*
**

Avant d'aborder la question russe sous le nouvel aspect que lui ont donné les Bolchevicks, il est nécessaire de connaître quelques traits principaux du Bolchevisme.

Le Bolchevisme est une théorie humanitaire en principe, mais d'application féroce. Elle consiste à vouloir réformer le monde en le mettant à feu et à sang : mission providentielle, dont la conception a toujours été implantée dans l'âme russe, et qui avait pour but de sauver le monde de la « pourriture occidentale » par la supériorité de la « civilisation moscovite » imposée aux races « dégénérées » de l'Ouest de l'Europe.

Cette idée répond aux idées allemandes qui se manifestèrent dans le courant de cette guerre et qui en furent les instigatrices. L'Allemagne allait à la conquête du monde pour le régénérer, en brisant toute résistance de son gantelet de fer. C'est dans cette communauté d'esprit qu'il faut chercher le lien qui rattache les Russes aux Allemands et qui a toujours réussi, à travers les âges, à unir entre elles ces deux nations.

Le Bolchevisme, à l'égal de l'Allemagne actuelle qui revient au paganisme par sa philosophie, attribuant une nature surhumaine à l'esprit allemand, s'éloigne de l'enseignement du Christ, par son application. Il recherche l'union des peuples non dans l'amour, mais dans la haine, et pratique les vertus théologiques par le meurtre et l'assassinat. Et ainsi, en contraste de l'idée chrétienne, source unique de la vraie civilisation, le Bolchevisme est un retour à la barbarie. Ce retour est d'autant plus dangereux pour l'avenir du monde qu'il n'est pas, comme les précédents, l'effet d'une invasion de territoire pouvant être repoussé par la force matérielle des armes, mais l'effet d'un bouleversement de l'âme à la suite de fausses doctrines qui, envahissant l'esprit de l'homme et viciant les règles de la morale, brisent en lui le frein des passions, et, déchainant ses pires instincts, mettent à nu la bête humaine.

Un penseur contemporain a dit de cette guerre : « La catastrophe actuelle n'est pas seulement, comme il nous semble, une lutte

à mort entre les Empires Centraux et les pays de l'Entente pour la domination du monde, mais une lutte pour cette domination, entre deux puissances spirituelles, celle du bien et celle du mal ».

Cette définition nous paraît juste. En effet, cette catastrophe nous présente, appliquée à l'Univers, la lutte quotidienne que soutient dans le cœur humain la rivalité de ces deux puissances opposées.

L'homme, par sa nature, renferme en lui deux éléments contraires qui vivent côte à côte, tout en se combattant : le bien et le mal. Et c'est ce qui fait voir, l'homme, manifester tour à tour les sentiments les plus nobles et les plus mauvais, selon que triomphe en lui l'un ou l'autre de ces éléments, dont la lutte peut être comparée à celle de la chaleur contre le froid. Le froid, qui est un manque de chaleur, diminue à l'élévation de cette dernière, et le mal, qui n'est que l'absence du bien, doit disparaître de la même façon.

Nous voyons aussi se refléter dans cette guerre la plupart des catastrophes mondiales qui l'ont précédée.

Comme au temps du Paradis perdu, nous voyons l'homme quitter une vie douce et facile pour avoir, comme jadis, abusé des fruits de l'arbre de la Science.

Comme au temps du Déluge, nous voyons l'Univers aux prises avec les forces d'un élément dirigé par le Destin et provoqué par les œuvres coupables de l'iniquité humaine.

Comme au temps de Sodome et de Gomore, nous voyons des lieux de perdition, refuges d'actions inavouables, livrés, comme elles, aux flammes, allumées par le feu destructeur des mauvaises passions.

Et comme au temps de la Tour de Babel, nous voyons l'humanité entière occupée à poser les fondations d'un édifice international rappelant cette Tour par son but et par sa conception. Il doit, comme elle, garantir le monde contre le retour d'une catastrophe menaçant l'Univers et, comme elle, il défie les lois de la Nature, qui mettent des bornes aux forces physiques et intellectuelles de l'homme, dont la fantaisie seule n'a pas de limites. Il est à craindre que cette entreprise, par son analogie avec la précédente, ne tourne également à la confusion du genre humain. Nous en voyons déjà l'indice.

* * *

Nous avons cité, au commencement de cette étude, les paroles du Président des États-Unis, qui disait dans un de ses discours :

« La façon de traiter la question russe, sera la pierre de touche de la politique européenne envers la Société des Nations ». Or, que voyons-nous dans la politique adoptée actuellement vis-à-vis

de la Russie, sinon la plus grande confusion, due à la connaissance imparfaite de ce pays.

Il était convenu, dans le monde diplomatique, d'envisager la Russie comme la base fondamentale de l'équilibre européen. Cette opinion reposait sur un malentendu provoqué par un effet d'optique, faisant prendre de loin l'immensité de cet Empire pour une source inépuisable de force, tandis que ses dimensions exagérées lui étaient une cause de faiblesse.

On a souvent comparé l'Empire des Tsars à un colosse d'airain aux pieds d'argile, et nous avons vu, en effet, la puissance moscovite s'effondrer tout à coup, comme un château de cartes. Elle paraissait invincible et n'était pas plus réelle que les villages de Potemkine.

Qui ne connaît l'histoire des fameux villages que Potemkine, un des favoris de Catherine II, semait sur la route qu'elle devait prendre quand elle visitait avec lui ses Etats, qu'il régissait en son nom ? Dans les contrées désertes où elle devait passer, il faisait élever des semblants de maisons, peuplées de misérables serfs amenés pour la circonstance et vêtus d'habits de fêtes prêtés pour cette occasion. Ces hameaux en décors de théâtre, reluisants de peinture fraîche, devaient présenter aux yeux de la Tsarine, par leur aspect trompeur, riant et cossu, le bien-être et l'opulence dans lesquels étaient censés vivre ses fidèles sujets.

Et ainsi, à l'égal de Catherine II, induite en erreur par un favori, qui abusait de sa crédulité au moyen d'une mise en scène habilement préparée, les Alliés se laissaient tromper en Russie de la même façon. Ils y prenaient pour des réalités des avantages imaginaires rappelant ces fameux villages.

Village de Potemkine, l'homogénéité de la Russie proclamée, de part et d'autre, pendant si longtemps, avec tant de conviction. Sur 180 millions de soi-disant Russes, il n'y en avait pas un vrai... La Russie était une Macédoine de peuples de composition aussi disparate et bariolée que celle de l'Autriche-Hongrie.

La Russie n'avait de russe que le nom. Parmi les sujets du Tsar, il n'y avait que : des Polonais, des Ruthènes, des Lithuaniens, des Lettons, des Allemands, des Juifs, des Tartares, des Arméniens, des Géorgiens, des Tcherkess ou Circassiens, des Kirguises, des Teko-Turkomans, des Chinois (Sibérie méridionale) et enfin, avec un certain pourcentage de Scandinaves, des Esquimaux, des Lapons et des Finnois, ces derniers formant la majorité écrasante de la population des territoires du Centre, du Nord et de l'Est de ce qu'on appelait la Russie européenne et de celle de presque toute la Sibérie. La Russie était un Empire finnois, de civilisation byzantine à empreinte germano-mongole, qu'elle imposait à ses populations de civilisation latine.

Les deux capitales de la Russie Pétrograd et Moscou se trou-

vent situées en territoire finnois. La ville de Moscou, berceau de la Sainte-Russie, a été construite sur terre finnoise (Mordvine) et elle a été fondée par un Scandinave, prince Varègue, nommé Dolgorouki: sobriquet dû à une difformité provenant de la longueur démesurée de ses extrémités supérieures. Nom symbolique pour un fondateur de l'Empire moscovite.

Village de Potemkine : la Russie, protectrice des Slaves. En fait de Slaves, la Russie n'avait parmi sa population que des Polonais et des Ruthènes, qu'elle persécutait également et avec la même ardeur.

Village de Potemkine : l'alliance franco-russe, où la France jouait le rôle de Catherine' II.

Village de Potemkine et apothéose pour la galerie : le fameux manifeste du 16 Août 1914, adressé aux Polonais, par le généralissime des armées du Tsar, et appliqué en Galicie de façon si frappante.

Village de Potemkine : la démocratie russe, représentée par le gouvernement Bolchevick, auprès duquel pâlit et semble débonnaire le régime de Néron et de Caligula, sans parler de celui d'Ivan le Terrible. Le régime des Bolchevicks dépasse en despotisme et en cruauté celui des tyrans les plus sanguinaires !

*
* *

Par une déplorable confusion d'idées et de mots, on substituait ces derniers temps à l'idée et au mot de « Libéralisme » ceux de « Démocratie », bien que ces deux expressions ne soient pas synonymes. On les confondait ainsi en partant du principe que tout régime démocratique devait être forcément libéral. Ce qui est inexact.

Un gouvernement libéral est un gouvernement favorable à la liberté, et un gouvernement démocratique est seulement un gouvernement où le peuple exerce la souveraineté. Or, à l'exemple des souverains, les peuples arrivés au pouvoir ne sont pas tous ni toujours favorables à la liberté, liberté pour autrui cela s'entend. Nous en avons eu des preuves concluantes dans cette campagne.

Le peuple allemand, sans en excepter les partis démocratiques les plus avancés, ne s'est-il pas solidarisé avec ses gouvernants dans l'accomplissement des pires méfaits et attentats contre la liberté des peuples, et n'a-t-il pas, au Parlement de 1914, voté à l'unanimité les crédits nécessaires pour entreprendre cette guerre d'asservissement et de conquête ? Seuls les Polonais, les Danois du Schleswig et les Alsaciens-Lorrains ont voté contre.

Le sort de la Belgique, de la Pologne, de la Serbie, de la Roumanie et des départements nord-est de la France, soumis à l'occupation allemande, a fait voir assez clairement ce qui attendait l'Europe au cas d'une victoire décisive de l'Allemagne. C'est ainsi que le peuple allemand, victorieux, eût exercé sa souveraineté. C'eût été l'asservis-

sement complet partout et pour tous, sans distinction de classes, d'opinions politiques et de partis, bien que certains de ces derniers aient fait preuve d'illusions sous ce rapport. Là où la doctrine chrétienne, qui est la plus libérale de toutes, est appliquée de haut en bas faussement, comme en Allemagne, il n'y a pas de principes qui tiennent, seraient-ils les plus démocratiques. Dans ces conditions, l'amour du prochain commence par soi, s'arrête là et ne va pas plus loin.

D'autre part, les crimes innombrables des Bolchevicks, font voir le sort réservé au monde entier si leurs doctrines incendiaires se répandaient partout, et ce sont des doctrines démocratiques : il n'y a qu'un peuple et un peuple nombreux qui puisse, comme nous le voyons, les appliquer impunément. Les répandre dans l'Univers est le but avoué des maîtres actuels de la Russie, qui le proclament ouvertement.

On peut tout reprocher aux Bolchevicks, sauf un manque de franchise et de logique, qu'ils pratiquent à un degré déconcertant.

On voit bien à ces qualités que les maîtres actuels de la Russie sont d'école allemande. A-t-on jamais vu, par exemple, les Allemands faillir à leur devise ou vouloir la déguiser ? Cette dernière était : « La force prime le droit » et aussi : « Noth kennt kein Gebot ! » (Nécessité fait loi). Les Allemands ne l'ont-ils pas appliquée toujours avec la plus grande conséquence ?

De même les Bolchevicks. Ils ont montré le même esprit de suite et la même conséquence dans tous leurs actes et surtout dans leur politique extérieure. Par exemple :

1. — Aussitôt les accords secrets entre Etats avaient-ils été condamnés par l'opinion publique et la politique au grand jour déclarée obligatoire, que les Bolchevicks se sont empressés de publier les notes secrètes qu'ils avaient découvertes dans les archives spéciales du Pont des Chantres. Et une fois ces notes rendues publiques, pouvait-il y avoir un obstacle, au point de vue logique, à appliquer celles d'entre elles qui pouvaient servir ? Telle est la note du 16 Mars 1917 qui, en reconnaissant à la Russie le droit d'établir elle-même sa frontière occidentale, légalisait aux yeux de l'Europe une paix séparée avec l'Allemagne. N'était-ce pas suffisant pour autoriser à conclure, sans devoir en rendre compte à personne, un traité comme celui de Brest-Litewski ? N'était-ce pas la frontière mentionnée dans cette note qu'établissait ce traité ?

2. — A peine les Alliés avaient-ils déclaré le traité de Brest-Litewski caduc et à peine avaient-ils proclamé le retour à la Russie de tous les territoires détachés d'elle par ce traité, que les Bolchevicks s'empressèrent de réclamer ces territoires. Cette réclamation n'est-elle pas logique de la part des maîtres actuels de la Russie ?

La rentrée en possession de ces terres par une puissance, dont

le régime s'est toujours manifesté de la façon la plus sauvage, — aujourd'hui nul ne peut le mettre en doute, — serait un acte déplorable pour l'avenir du monde, et en premier lieu au point de vue de la civilisation. Mais cet acte serait en somme la conséquence naturelle de l'attitude étrange des défenseurs de cette civilisation envers les malheureuses populations habitant ces contrées et que les champions de la Justice et du Droit voulaient remettre sous un joug odieux, sous le prétexte qu'elles étaient libérées de ce joug par des mains indignes.

Cette politique réparatrice ne favorisant que les intérêts russes et allemands, semblait faite pour livrer à une dévastation imminente une grande partie de l'Europe et pour préparer, dans un avenir plus proche peut-être qu'on ne le croit, une défaite certaine aux auteurs mêmes de cette politique.

*
**

Il y a des situations que l'on subit quand on ne peut faire autrement, et à qui vous en libère on ne demande pas ses quartiers de noblesse ni son brevet de moralité ; mais en revanche, quelle reconnaissance pourrait-on avoir pour celui qui voudrait vous y maintenir ou vous y replacer ?

Tel était le cas pour la Finlande, l'Esthonie, la Courlande, la Lithuanie, la Russie-Blanche et l'Ukraine, contrées de l'ex-Empire des Tsars, les plus avancées en civilisation et que les Alliés voulaient faire rentrer sous la domination moscovite. Et ils le faisaient de bonne foi, en poursuivant au-delà du chaos bolchevik, à travers une aube trompeuse de liberté, le mirage d'une Russie fédérative. Ce qui prouve qu'ils ignoraient tout de la Russie. Il ne peut y avoir d'union fédérative entre des gens civilisés et des gens qui ne le sont pas. Or, la majorité écrasante de ce qu'on appelle la Nation Russe, se compose de ces derniers.

L'effet de cette attitude des Alliés ne se fit pas attendre. Nous vîmes la Finlande, la Courlande, la Lithuanie et l'Ukraine se tourner vers l'Allemagne, devant la menace directe de se voir rattachées à la Russie. C'est tout dernièrement, à la suite de revers sérieux, sur la côte Mourmane, infligés par les Bolcheviks aux troupes des Alliés, que ceux-ci se décidèrent à reconnaître l'indépendance de la Finlande. En tardant à reconnaître cette indépendance, les Alliés se privaient d'un auxiliaire précieux. En Finlande, sous le régime du Tsar, un impôt remplaçait le service militaire, et depuis le commencement de cette guerre, ce pays n'avait livré à l'armée russe qu'un nombre insignifiant de volontaires. Ses forces étaient donc intactes et formaient une source fraîche d'éléments humains où les Alliés pouvaient puiser des forces nouvelles dans leur lutte contre les Allemands et contre

les Bolchevicks. Par sa position géographique, la Finlande formait un terrain merveilleux d'opération d'où les Alliés pouvaient prendre à revers leurs ennemis : les Allemands en Esthonie les Bolchevicks à Pétrograd. Et l'accès à la Finlande leur était ouvert pendant la guerre par la côte Mourmane, et après l'armistice par la mer Baltique et le golfe de Bothnie.

Et c'est ainsi par une erreur inconcevable, dans laquelle ils s'obstinaient, que les Alliés traitaient en ennemis leurs Alliés naturels, dont ils ne savaient pas tirer parti, et accusaient de germanophilie tous ceux qu'ils poussaient, par leur attitude équivoque, dans les bras de leurs adversaires.

*
* *

Vis-à-vis de la Pologne, dont ils ont, après quatre ans d'hésitation, reconnu le rétablissement comme une des garanties principales de la paix future, les Alliés ont fait preuve d'une politique non moins étrange.

Lorsque les Empires Centraux eurent proclamé, par leur manifeste du 5 Novembre 1916, un Etat polonais sans frontières et sans gouvernement, les Alliés les accusèrent, très justement, de mauvaise foi. Mais tout en blâmant leurs adversaires, les Alliés ne suivaient-ils pas leur exemple ? Ils reconnaissaient l'indépendance de la Pologne sans lui tracer de frontières, sans lui donner, sans lui reconnaître de gouvernement.

A ce moment se trouvait au pouvoir, à Varsovie, le gouvernement de la Régence, représenté par un Triumvirat dans lequel entraient : le prince Zdzislas Lubomirski, maire de la ville de Varsovie et président du Comité National Polonais de cette ville ; Monseigneur Kakowski, archevêque, et M. Joseph Ostrowski, ancien membre du Conseil de l'Empire à Pétrograd et membre du Comité National Polonais de Varsovie.

De ces Régents, tous trois dignes de la plus haute estime, se distinguait particulièrement le prince Lubomirski. Il jouissait parmi ses compatriotes d'une grande popularité due au tact et à l'intransigeance qu'il avait toujours montrés, au point de vue patriotique, aussi bien dans ses rapports avec les Allemands qu'avec les Russes, et il possédait en même temps la confiance de ces derniers. Cette confiance se manifesta à deux reprises.

Lors de la retraite des armées moscovites évacuant la Pologne, le Grand-Duc Généralissime confia la garde de Varsovie à Lubomirski ; celui-ci fut nommé à cette occasion Président du Comité National Polonais et maire de Varsovie. C'est à son savoir-faire, à son habileté et à son énergie que Varsovie doit, en grande partie, d'avoir été épargnée par les Allemands.

La seconde marque de confiance lui vint directement de l'Empereur. Lorsqu'après le manifeste proclamé le 5 Novembre 1916 par les Empires Centraux, il fut question d'instituer à Varsovie un gouvernement polonais et que Lubomirski hésitait à y entrer, se croyant doublement lié vs-à-vis d l'Entente, par sa qualité de sujet russe et par la confiance qu'avait mise en lui le Grand-Duc Généralissime, le Tsar le libéra de ses engagements, témoignant par cette faveur exceptionnelle, du désir qu'il avait de le voir à la tête de ce gouvernement.

Un gouvernement comme celui-ci, présentant des garanties de loyauté suffisantes et comptant parmi ses chefs un homme d'Etat avec la valeur et la popularité de Lubomirski, ne devait-il pas gagner les suffrages des Cabinets de l'Entente ?

Il ne s'agissait pas d'une reconnaissance officielle de ce gouvernement, qui aurait pu lui porter préjudice, en le compromettant aux yeux des occupants ; il suffisait de ne pas lui créer de difficultés.

Or, il n'en fut rien. Les Alliés, ne paraissant pas avoir de voie tracée dans leur politique polonaise, tantôt remettaient cette question exclusivement aux mains de la Russie, comme la note du 16 Mars 1917 est l'exemple, tantôt montraient une méfiance exagérée à l'égard d'un gouvernement polonais institué à Varsovie avec le consentement du Tsar, tandis que leurs agents ne cessaient de combattre ce gouvernement. Cette attitude ambiguë était contraire aux intérêts de l'Entente, et en premier lieu à ceux de la France et de la Grande-Bretagne. Elle ne pouvait favoriser que les intérêts des Allemands et aider aux intrigues de ceux des Russes qui travaillaient en sous-main à la révocation des promesses faites aux Polonais, par le manifeste du Grand-Duc Nicolas, le 16 Août 1914.

Acceptant avec trop de complaisance des informations intéressées à représenter les Régents comme des Germanophiles, les Alliés, induits en erreur, tâchaient d'entraver, par leurs agents, les efforts du gouvernement de Varsovie tendant à reconstruire l'Etat polonais en dépit de l'occupation allemande. Cette œuvre patriotique des Régents, servait aussi bien les intérêts de la Pologne que ceux de l'Entente et l'opposition des Alliés ne pouvait tourner qu'à l'avantage de leurs adversaires, en mettant la Pologne à leur merci et en les garantissant du danger, le cas échéant, d'être pris à revers par les Polonais, s'ils étaient organisés. Au calcul même des Allemands, les Polonais comptaient plus d'un million d'hommes mobilisables, dans la partie seule de la Pologne dite « Pologne Russe ».

C'est, avant tout, à cette opposition faite au gouvernement de la Régence, par les Alliés et leurs agents, que la Pologne doit son manque de force armée, qui la livre sans défense au quadruple danger d'attaques allemandes, bolcheviques, tchèques et ukrainiennes. Ce sont les instigateurs de cette opposition qui auront à répondre un jour au Tribunal de la Justice divine et à celui, également sévère, de

l'Histoire, pour les pertes et les souffrances que la Pologne a subies et qu'elle peut subir encore, à la suite de cet abandon.

En 1914, si les Polonais avaient « saboté » la mobilisation russe, ils auraient assuré la reddition de la Russie. Cette reddition n'aurait-elle pas entraîné la défaite de la France et de la Grande-Bretagne ? Et ne peut-on dire alors, sans exagération, que l'attitude loyale des Polonais vis-à-vis de l'Entente fut un des premiers artisans de la Victoire ? Et ces circonstances ne rendent-elles pas plus injustifié l'abandon de la Pologne ?

* * *

Comme excuse à cette politique inexplicable des Alliés, dans la question polonaise, on avançait généralement la difficulté de résoudre cette question à cause de sa complexité. Nous allons voir que cette affirmation n'était pas fondée.

1. Au début des hostilités, la question polonaise, posée de façon claire et nette par le manifeste du Grand-Duc Nicolas, apparut dans toute sa simplicité. Ce manifeste proclamait, sous le sceptre de l'Empereur de Russie, la résurrection de la Pologne, « dont le corps vivant fut déchiré il y a cent cinquante ans » et il adressait aux Polonais, au nom de la Russie, la seule demande « de respecter les droits des peuples unis à eux dans l'Histoire ! »

Ainsi, le rétablissement de la Pologne dans le cadre de ses limites historiques fut, le 16 Août 1914, proclamé par le manifeste du Généralissime des armées du Tsar, sous la seule condition : d'être unie à la Russie par les liens dynastiques d'un souverain commun.

En présence de ce fait, le rôle des Alliés n'était-il pas de se déclarer solidaire avec la Russie dans l'accomplissement de ce projet, qui était un acte de justice redressant les torts faits à la Pologne, il y a cent cinquante ans, et qui répondait en même temps à tous les intérêts de l'Entente ?

En agissant ainsi, les Alliés auraient obtenu un double avantage : d'une part, ils auraient coupé court aux intrigues russo-allemandes, genre Stürmer, Protopopov, etc., tendant à faire avorter ce projet, et d'autre part, ils auraient forcé l'Autriche à se séparer de l'Allemagne, devant la menace d'un soulèvement général des Slaves de la Monarchie Austro-Hongroise, 25 millions sur 52. La Galicie se trouvait, au début de la guerre, à l'exception de quelques troupes magyars, aux mains de régiments slaves : polonais, ruthènes et autres. Et avant la débâcle russe dans les Carpathes, il n'y avait nulle part de troupes allemandes d'Allemagne sur le territoire austro-hongrois.

On peut donc dire que l'attitude passive des Alliés dans la question polonaise a contribué à la prolongation de la guerre.

2. — Le 5 Novembre 1916, une nouvelle occasion de s'exprimer ouvertement en faveur de la Pologne se présentait aux Alliés et

leur donnait la faculté de réparer la faute commise par leur silence inopportun au moment de la fameuse proclamation du Grand-Duc Nicolas.

Cette occasion leur fut fournie par leurs adversaires. Le 5 Novembre 1916, les Empires Centraux déclarèrent la Pologne indépendante dans le cadre fondé par le Congrès de Vienne, avec la faculté d'élargir ses frontières sans indiquer aux dépens de laquelle des trois puissances co-partageantes ces frontières devaient être élargies.

La sagesse dictait aux Alliés de commencer par accepter cet acte de leurs ennemis et d'élargir ensuite le cadre de cet État aux dépens de l'Allemagne et de l'Autriche, au lieu de crier à la violation du traité de Vienne, ce qui était le désaveu du manifeste du 16 Août 1914, le traité de Vienne étant la consécration légale du démembrement de la Pologne.

Il fallait, conformément aux intérêts de l'Entente, sans en excepter ceux de la Russie, signifier aux Allemands, comme un des buts de guerre des Alliés, le rétablissement intégral de la Pologne avec liberté d'élire son souverain, et proclamer aussitôt l'élection ouverte au trône de Pologne. Dans ces conditions, quel Polonais eût refusé son vote au souverain rétablissant le trône des Jagellons ?

*
* *

Ici se présentait pour les Alliés une seconde occasion de détacher l'Autriche de l'Allemagne. En échange de la Galicie, qui serait revenue à la Pologne, l'Autriche aurait trouvé des compensations en Allemagne où elle avait nombre de revendications à faire. En 1866, elle avait été chassée de la Confédération germanique par la Prusse, au profit de laquelle elle perdit aussi la couronne impériale d'Allemagne.

L'entente avec l'Autriche eût été plus facile à ce moment-là, du fait qu'un prince jeune et irresponsable de la guerre se trouvait à la tête de la Monarchie des Habsbourg et qu'il avait trahi à plusieurs reprises l'envie de regagner la couronne impériale allemande perdue à Sadova par son grand-oncle.

C'eût été reprendre en sens inverse la politique de Richelieu qui visait l'abaissement nécessaire de la Maison d'Autriche, comme on eût visé ici l'abaissement non moins nécessaire de la puissance prussienne, en soutenant la Maison d'Autriche contre celle de Prusse.

N'eût-ce pas été plus habile et plus simple, plus sûr et plus avantageux d'exploiter l'antagonisme séculaire de ces deux familles régnautes, pour réduire l'Allemagne avec ses propres armes, et éveiller l'hostilité toujours latente de l'Allemagne du Sud contre celle du Nord, que de faire appel à la Révolution, arme à double

tranchant, surtout aujourd'hui, où elle tourne partout au bolchevisme et se prête en Allemagne au « camoufflage ».

Imposer à ses adversaires un régime quel qu'il soit ne peut être utile que s'il forme une source réelle de faiblesse. Or, si le régime républicain était une source de faiblesse, serait-il raisonnable de vouloir l'adopter ou de le conserver chez soi ?

Pour l'Allemagne, sa source de faiblesse se trouvait dans la quantité de ses familles régnantes qui avaient des intérêts souvent opposés, et nous avons vu augmenter la puissance de l'Allemagne, quand la Prusse réduisit à son profit le nombre de ces familles (1864-1866). Donc, renverser les trônes de l'Empire allemand et faire disparaître ainsi les rivalités essentielles entre les Etats confédérés de cet Empire, ne pouvait diminuer sa puissance.

En revanche, la réduction du territoire prussien aux dimensions du Magraviat de Brandebourg, par la reconstitution de la Pologne dans le cadre de ses limites historiques, par la restitution à la France de sa ligne du Rhin et par le rétablissement dans leurs droits de tous les princes dépossédés par les Hohenzollern, était le meilleur moyen de supprimer la menace de la puissance allemande.

Mais, quant à contribuer, pour satisfaire à un esprit de doctrine, à l'établissement d'un régime républicain en Allemagne où la République ne pourrait jamais être qu'une République d'Empire, ce serait resserrer les liens de l'unité allemande au lieu de les rendre plus faibles et agrandir l'Allemagne des provinces allemandes autrichiennes que l'on ne pourrait empêcher de se joindre à elle, si tel était leur désir, sans violer les principes de la justice et du droit. Ce serait la caporalisation plus intense, car plus uniforme de l'Allemagne entière, par l'accroissement de l'influence prussienne. Ce serait l'Allemagne devenue la Prusse, une Prusse qui compterait 600.000 kilomètres carrés en superficie, au lieu de 348.658, et 80 millions d'habitants au lieu de 40 millions.

A la Prusse, ainsi agrandie, viendrait se joindre encore la Hongrie, après la retraite forcée de la dynastie des Habsbourg. Et elle le ferait d'autant plus sûrement, qu'elle ne pourrait rester isolée, sans débouché vers la mer, et ne pourrait s'unir à aucun de ses autres voisins, enrichis à ses dépens : Tchèques, Roumains et Yougoslaves, qui n'ont avec elle aucune affiliation. Les Magyars n'ont de parenté, en Europe Centrale, qu'avec les Turcs et les Bulgares, et par leur esprit dominateur, ils se rapprochent des Prussiens. De cette façon, l'Allemagne et la Hongrie, fondues dans l'unité prussienne, formeraient un Empire républicain plus redoutable que l'Empire austro-allemand, vaincu dans cette guerre. Ce ne serait plus la Confédération Germanique, agglomération sans consistance de principautés rivales, unies par des liens temporaires à la Monarchie Austro-Hongroise, mosaïque de peuples où 20 millions d'Allemands

et de Magyars se trouvaient contrebalancés par 25 millions de Slaves, mais un bloc homogène, un « Gross-Deutschland », devenu « Gross-Preussen », « Preussen über Alles ! »

Ainsi, au lieu d'être brisé, le militarisme allemand serait fortifié, et c'est à la Prusse, qu'en dépit de la défaite allemande, reviendraient les fruits de la Victoire.

La question polonaise, si simple au début de cette campagne, mais déjà compliquée par le silence des Alliés après les manifestes du 16 Août 1914 et du 5 Novembre 1916, le fut encore davantage par la fameuse Note Iswolsky du 16 Mars 1917, dont nous avons parlé à plusieurs reprises.

Par elle, les Alliés s'interdisaient toute intervention dans la question polonaise, en reconnaissant à la Russie le droit d'établir sa frontière occidentale, comme elle l'entendrait. Et ils préparaient ainsi le terrain à une nouvelle entente entre la Russie, l'Allemagne et l'Autriche, dont l'union resserrée par les triples liens de leurs intérêts polonais jetait la base à une seconde Triplique, dirigée, comme la précédente, contre la France et contre la Grande-Bretagne; Triplique plus puissante et par conséquent plus dangereuse.

Le traité de Brest-Litewski qui était une défection de la Russie, fournissait aux Alliés une nouvelle occasion de se ressaisir dans la question polonaise. Il leur permettait de se libérer enfin de l'influence néfaste exercée sur leur politique par leurs relations avec une alliée qui était pour eux une entravé naturelle par le poids de son inertie et par une avidité impossible à satisfaire.

Continuer à envisager la Russie, après le traité de Brest-Litewski, comme une alliée, était faire preuve d'aussi peu de logique que de dignité. C'était, en plus, commettre une faute politique grave. Cette complaisance exagérée des vieilles démocraties occidentales envers leur cadette des bords de la Néva, qui les avaient désertées, était une marque de faiblesse les mettant à sa merci. Se sachant indispensable, elle devait être portée à en abuser.

En proclamant le traité de Brest-Litewski caduc, les Alliés, sans sortir de l'équivoque adoptée dans leur politique vis-à-vis de la Pologne, reniaient, vis-à-vis de la Russie, leur signature du 16 Mars 1917 et s'aliénaient en même temps la sympathie de tous les peuples habitant les territoires détachés de la Russie par ce traité. Ces peuples, libérés du joug moscovite, ne voulaient pas y être replacés.

Et devant ce traité, crier à l'exploitation d'une Russie sans défense, était se créer un précédent dangereux, pour retirer tous les fruits d'une victoire sur l'Allemagne.

*
**

La Russie ayant renoncé, à Brest-Litewski, à ses prétentions au sujet des territoires qui avaient fait partie de la Sérénissime

République et que l'Empire des Tsars avait annexés lors du démembrement de la Pologne, il n'existait plus pour les Alliés aucun obstacle au rétablissement de la Pologne dans ses limites historiques, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest.

La Sérénissime République de Pologne était un État fédératif d'une étendue de 800.000 kilomètres carrés, dans les limites de laquelle vivaient côte à côte, unis par des liens librement consentis, trois peuples distincts : les Lithuaniens, les Polonais et les Ruthènes, mêlés çà et là, d'un certain pourcentage d'Allemands, de Juifs et de Lettons. Ces peuples formaient la nation polonaise, dont le nombre atteindrait aujourd'hui le chiffre de 60 millions.

La République de Pologne, placée aux confins de l'Europe civilisée, lui servait de rempart, la défendant contre les incursions des barbares de l'Est.

Ce rempart a fait ses preuves :

C'est contre des poitrines polonaises que vint se briser, à Lignitza, le flot envahisseur des Tartares qui menaçaient l'Europe entière de la dévastation (1241).

C'est par son union avec la Pologne que la Ruthénie-Rouge ou Grand-Duché de Halitch (dont la Galicie orientale n'est qu'un tronçon) se libéra du joug des Mongols (1340).

C'est par leur union avec la Pologne que les États de Prusse (Dantzig) et ceux de Poméranie s'affranchirent du joug des Chevaliers de la Croix de l'Ordre Teutonique (1454-1466).

C'est en cherchant refuge dans l'union avec la Pologne que les provinces baltiques : la Livonie, la Courlande et la ville de Riga échappèrent à l'étreinte d'Ivan le Terrible (1561-1565).

C'est par la bravoure de la chevalerie polonaise, commandée par Sobieski, sous les murs de Vienne, que fut rompue la puissance ottomane, menaçant la chrétienté (1683).

C'est par l'union de la Lithuanie avec la Pologne (1386) que fut fondé l'État Jagellonien qui, pendant tant de siècles, résista victorieusement aux attaques de quatre puissances également redoutables et barbares, les puissances : teutonique, mongole, turque et moscovite. La Pologne eut à subir plus de 90 assauts des Tartares Mongols.

Si, après quatre siècles de lutte victorieuse le Royaume des Jagellons succomba sous le nombre de ses adversaires, ce fut la faute de l'Europe occidentale, qui, sourde à ses appels, au lieu de soutenir la Pologne, laissait s'accroître la puissance de ses ennemis, allant même jusqu'à s'allier à eux. (Alliance de François I^{er} et de Louis XIV avec les Sultans de Constantinople, et celle d'Élisabeth d'Angleterre avec le Tsar de Moscou Ivan le Terrible).

Privée de ce rempart, la civilisation européenne se voit aujourd'hui exposée au même danger, qui lui vient de la Moscovie, ramenée à l'état sauvage par les Bolchevicks.

On peut comparer la Russie d'aujourd'hui à un immense brasier menaçant de ses flammes l'Europe entière, et en premier lieu tous les pays avoisinants : au Nord, la Finlande ; à l'Ouest, l'Ésthonie, la Livonie, la Courlande, la Lithuanie, la Russie-Blanche et l'Ukraine, puis la Roumanie et la Pologne, cette dernière prise entre deux feux : allemand et russe.

Le même feu ayant déjà éclaté dans les pays de l'ex-empire allemand et pouvant gagner, de là, ceux de l'ex-empire d'Autriche-Hongrie, qui, mis à sec par la disette, s'y prêtent admirablement, se répendra si l'on n'y prend garde, jusque dans les pays de l'Entente. Il serait dangereux de se faire des illusions sous ce rapport, en se croyant à l'abri de ce fléau sous les ailes de la Victoire. Napoléon vit la sienne s'envoler en fumée dans l'incendie de Moscou, dont les flammes le poursuivirent jusqu'à Paris, l'acculant à Sainte-Hélène.

Pour avoir raison d'un incendie, il faut avant tout l'empêcher de s'étendre, et dans ce but, il est nécessaire d'isoler de son foyer tout ce qui pourrait l'aviver en donnant prise au feu, et si des foyers secondaires avaient réussi à se former, il faut les réduire sans leur laisser le temps de se développer. Quant à un bâtiment déjà atteint, le moment serait mal choisi de dresser des plans pour sa transformation, quelle qu'en soit l'urgence, ou de s'attarder à discuter les mesures à prendre pour la meilleure disposition de ses locaux, quand il sera reconstruit ; mais il faut se hâter de sauver du désastre tout ce qui pourrait avoir de la valeur. Ce n'est qu'après s'être rendu maître de l'incendie, qu'il serait possible de savoir ce qu'il y aurait à faire des restes de cet édifice.

Voilà, indiquée par le bon sens, la politique à suivre vis-à-vis de la Russie, dans l'état d'embrasement où elle se trouve.

*
**

Pour pouvoir comprendre comment le mouvement bolchevick réussit à prendre cette extension en Russie, il faut se rappeler la mentalité particulière de ce pays et connaître certaines circonstances qui expliquent la difficulté de réprimer ce mouvement qui n'est ni politique, ni social, mais peut-être comparé à la marche d'une vague dévastatrice. Toute la partie saine de la population russe aurait dû aider à arrêter ce danger au lieu de rester inerte sous sa menace, et résignée. Cette résignation, elle la puise dans le fameux « Nitchevo » russe, pris souvent pour de la philosophie et qui est la plupart du temps l'expression d'une veulerie insouciant et passive, en opposition frappante avec l'énergie si vivement exprimée dans le proverbe français : « Aide-toi et Dieu t'aidera ! »

Les circonstances dont nous voulons parler sont les suivantes :

I. — Le régime centralisateur et étatiste à outrance que Pierre-

le-Grand avait introduit en Russie finit, à la longue, par y supprimer tout esprit individuel de réflexion, d'initiative et d'organisation. aussi bien dans la vie privée que dans la vie publique. Sous l'influence de ce régime, les habitants de ce pays, réduits à l'état d'automates, arrivèrent à ne pouvoir prendre aucune décision sans l'intervention de l'Etat (la Kazna). Ils s'habituaient à s'en remettre en tout à cette « Providence » que représentait à leurs yeux le « tchinovnick », dépositaire du pouvoir suprême, dont ils exécutaient les ordres aveuglément.

Tout le monde sait le rôle que jouait en Russie le « tchinovnick » ou fonctionnaire, comment il abusait de sa position et comment ses administrés, incapables de se défendre contre lui, devaient satisfaire à tous ses caprices ou devenir eux-mêmes fonctionnaires pour répondre aux abus de leurs supérieurs par d'autres abus envers leurs subordonnés.

S'il arrivait à un « tchinovnick » de se voir frappé, pour ses exactions, par une main étrangère à sa caste et à sa hiérarchie, c'était l'homme qu'on voulait changer en le frappant, non le système qu'il représentait, nul n'étant capable, en Russie, de dresser ni d'élaborer de plan politique, économique et social pour remplacer cette forme de gouvernement. On se contentait de l'attaquer, sans aller jusqu'à vouloir lui en substituer une autre, meilleure.

Exemple : les fameux révolutionnaires russes, nommés « Nihilistes ». Ce nom qu'ils se donnaient eux-mêmes, était leur profession de foi. Il dérive du mot latin « nihil », ce qui signifie : rien ou néant. C'était bien le néant que ces révolutionnaires poursuivaient dans leur doctrine. A l'égal des démolisseurs de profession, qui ne s'inquiètent guère de la reconstruction d'une maison qu'ils mettent à bas, les Nihilistes cherchaient à renverser le régime impérial, sans se demander par quoi ils allaient le remplacer. Certains d'entre eux ne pensaient qu'à rendre le régime en cours plus arbitraire.

Ainsi, Alexandre II fut frappé à mort par les Nihilistes à la veille de la Constitution, dont il voulait doter ses Etats.

Et un des révolutionnaires russes les plus connus, sous le règne dernier, questionné sur ses opinions politiques, répondit : « Je suis tsariste ! » — « Comment tsariste, lui dit-on, vous voulez renverser le tsar ! » A quoi il répondit : « Ce n'est pas un tsar, c'est un tsarouque ! »

Il croyait sincèrement, s'attaquer au régime impérial et ne voulait, en somme, que changer un Tsar lui semblant trop faible, contre un autre Tsar qui eut la main plus forte.

Les Russes sont comme les enfants, qui ont besoin d'une main ferme pour les diriger, sans quoi ils font les pires folies, incendiant leur « Nursery » en jouant avec le feu ou la mettant sens dessus

dessous, au gré de leur fantaisie. Malheur aux jouets perfectionnés qu'on aurait l'imprudéce de leur confier ; ils auraient bientôt fait de les abimer, en ne sachant pas s'en servir, ou par curiosité, les cassant pour voir ce qu'il y a dedans, et les jetteraient ensuite après avoir faussé leur mécanique.

N'est-ce pas, en quelques traits, l'image de la Russie actuelle ? A peine le « tsarouque » était-il parti que ses successeurs, sous prétexte de réformes, s'empressèrent de tout bouleverser dans ses Etats, et faussant les principes de la liberté y établirent un régime démocratique, dépassant en tyrannie ceux des plus grands despotes...

Le régime bolchevick, malgré ses dehors d'anarchie, possède une organisation plus forte qu'on ne le croit et qui est de conception mongole : Lénine, son créateur, est un Tartare. Ainsi, aujourd'hui, la Russie se voit retombée sous le même joug, sous lequel elle resta une première fois pendant trois cents ans. Combien de temps va-t-elle le subir cette fois ?

L'histoire de la Pologne, par les luttes incessantes que ce pays eut à soutenir pendant tant de siècles contre la puissance des descendants de Gengis-Khan, luttes qui usèrent cette puissance, fait voir que jamais la Moscovie seule n'eût réussi à se libérer de la domination Tartare.

Ne pourrait-on alors se demander, si négliger actuellement les intérêts polonais, en réduisant la Pologne dans ses limites et l'affaiblissant ainsi, serait de bonne politique et si ce serait le meilleur moyen de briser la puissance du Bolchevisme et d'aider la Russie à se libérer de son joug ?

2. — Certains préjugés et idées préconçues plus répandues en Russie qu'on ne le pense, jusque dans les classes les plus élevées, comme les dupes de Raspoutine en sont l'exemple, y font prendre la folie pour un état de grâce, dans lequel, le sujet frappé d'aliénation mentale, serait dirigé dans ses actes insensés par des voix mystérieuses d'au-delà.

Ainsi, dans les campagnes, quand un aliéné met le feu à sa chaumière, nul ne s'aviserait d'éteindre ce feu. Dans l'opinion de ces gens simples et superstitieux, il serait criminel d'entraver l'action d'un incendie où ils voient l'intervention de forces surnaturelles, au risque même de laisser le village brûler tout entier.

Cela explique aussi la passivité des masses russes en face du danger Bolchevick.

*
**

Pour enrayer le danger des éléments déchainés en Russie avec tant de violence par une poignée de fous furieux et l'empêcher de se répandre à l'Ouest, il faut lui opposer un rempart ou une digue capable de leur résister.

Les dimensions à donner à une digue dépendent de la pression devant s'exercer sur ses parois, et sa force de résistance repose en premier lieu, dans sa base qui doit répondre à la hauteur de cette pression. Plus la pression est grande, plus il faut de base à une digue. Et pour qu'elle soit étanche, il faut que les éléments qui la composent aient de la cohésion. Il faut donc éviter de les diviser, mais leur donner de la cohésion, s'ils n'en ont pas, ou la leur rendre, s'ils l'avaient perdu, en les resserrant par des liens solides, de façon à ce qu'ils constituent un bloc uniforme et compact.

Quant à la manière la plus sensée et la plus économique de bâtir, qu'elle que soit la construction que l'on entreprenne, elle consiste à employer les matériaux qui se trouvent sur place, en choisissant ceux d'entre eux qui s'y prêtent le mieux par leur nature.

Pour construire une digue appelée à protéger l'Occident contre l'invasion du flot destructeur venant de Russie, les éléments qui s'y prêtent le mieux par leur position géographique, sont les territoires de l'ancienne République de Pologne, allant de la mer Baltique à la mer Noire et de la ligne des Carpathes et de l'Oder au-delà du Dnieper et de la Duna, telle qu'était cette ligne à l'Est avant le traité de Polanov (1634), où ces deux fleuves traversaient les territoires de la Sérénissime République.

Remettre une partie de ces territoires à la Russie ou les laisser aux mains de la Prusse ou en d'autres mains étrangères à la Pologne, serait une double faute. Ce serait augmenter la puissance de l'élément à combattre et diminuer la force de résistance qu'on voudrait lui opposer.

Cette digue fut jadis élevée au même endroit par la prévoyance du Destin, pour faire obstacle aux éléments qui menaçaient alors l'Europe du même côté, et contre lesquels cette digue avait tenu pendant des siècles, comme l'histoire de la Pologne en fait foi. Elle fut anéantie il y a cent cinquante ans, par l'action de trois puissances hostiles : la Russie, la Prusse et l'Autriche, unies dans cette œuvre de destruction et secondées par l'indifférence générale.

Aujourd'hui, les événements nécessitent sa reconstruction. Cependant, des esprits à-voix trompeuse, comme les sirènes qui attireraient à leur perte, les navigateurs, veulent faire dévier la nef mondiale des voies tracées par la raison, pour la mener dans celles de la fantaisie semées d'écueils, qui pourraient la faire sombrer. Espérons, pour l'avenir du Monde, qu'à l'exemple d'Ulysse, ses dirigeants resteront sourds à l'appel de ces voix fausses et perfides et qu'ils poursuivront, comme lui, leur but, en s'attachant à la vérité.

S'en écarter ici, serait aller au-devant d'un nouveau danger : ce serait échanger la menace allemande contre le péril russe.

Janvier 1919.

Comte Jean TARNOWSKI.

BIBLIOTEKA
KATEDRY
PRAWA IMLI ZYWIWOTCZYWEGO
PUBLICZNEGO
UJ

008636